

Pauvreté d'après-guerre : l'abbé Pierre, Emmaüs et le Secours populaire

Conférence à l'Université ouverte de Besançon
(Les Mardis des savoirs à partager),
le mardi 8 octobre 2019 de 18h à 19h30
(amphithéâtre Donzelot)

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

Ceci ne sera pas une biographie de **l'abbé Pierre** mais une réponse à une invitation faite il y a deux ans... Et cette conférence sera limitée chronologiquement à la fin des années 1940 et aux années 1950.

À la fin des années 40 et au début des années 50, dans le contexte des conséquences de la Seconde Guerre mondiale, des dramatiques problèmes de logement à la Libération et de la pénurie générale, la pauvreté est mise en lumière par les appels de **l'abbé Pierre** et la fondation d'Emmaüs. Prêtre, résistant, député, l'abbé Pierre prend en location en 1948 une grande maison délabrée qui devient sa résidence, un lieu de réunion et même une auberge de jeunesse, puis en 1949 il y fonde la Communauté d'Emmaüs. Il faut de l'argent : « biffe », « Quitte ou Double » en 1952, mécénats, dons, etc. L'année 1954 est l'année des deux appels de l'abbé Pierre, qui déclenchent un formidable élan de générosité et de solidarité. Mais l'abbé Pierre n'est pas que cela : il est « **une forêt de signes** » (Roland Barthes)...

Le **Secours populaire**, né dans la « nébuleuse » communiste, installé dans le « conglomérat » qui gravite autour du PCF, au moins jusqu'en 1955, date à laquelle Julien Lauprêtre, décédé au mois d'avril 2019, prend la tête de l'association, après être entré au Secours populaire en pleine campagne de l'abbé Pierre, lutte aussi, et massivement, contre la pauvreté.

Une pauvreté d'après-guerre

Comme au XIXe siècle, des « petits » et des « blouses » existent toujours, l'abbé Pierre et Pierre Pujade le savent bien. Il n'y a plus de « zone » (des fortifications) et de « zonards », mais dans les années d'après-guerre, il y a en France encore **un prolétariat**, de dures conditions de travail, toujours des **banlieusards** qui vont, faute de transports

publics, au travail en vélo. Des « voleurs de bicyclette » aussi, si nous faisons référence au film de Vittorio De Sica (1948) ? Toujours des clochards et des « biffins »... Et déjà des « paumés » et des « SDF », comme on ne dit pas encore. La pauvreté — et d'autres choses — sont combattues par le syndicalisme, les grèves et l'« insurrection froide » de 1947, pour reprendre le mot de Vincent Auriol, mais également par l'abbé Pierre, Emmaüs et le Secours populaire.

D'une manière générale, comme le montre le très intéressant **Paul-Henry Chombart de Lauwe**, dans *La vie quotidienne des familles ouvrières* (1956) ¹, il existe toujours dans les années 50 un monde ouvrier très distinct encore du reste de la société. L'État n'est en effet pas seul à se pencher sur la « condition ouvrière » et l'Institut des Sciences sociales du Travail de Chombart de Lauwe, anthropologue dans une acception très large, établit pour 1946 et les années suivantes une étude très complète et empathique du travail et des « conditions d'existence » avec de nombreux graphiques et des annexes. **L'Institut dirigé par Chombart** donne des preuves de la lucidité de la classe ouvrière (le livre y insiste beaucoup) et fournit des détails nombreux sur le travail et les conditions d'existence. Est dépeint un monde ouvrier très gris avec « le travail, épreuve et point d'appui », le « métier », l'emploi et leurs instabilités (*turn over*, crainte du chômage, etc.), la « perruque », l'organisation du travail, avec en plus les délégués, la vie syndicale, les transports, le militantisme et la défense des droits.

L'ouvrier et sa famille oscillent entre deux « pôles », l'usine et le « cadre résidentiel ». Le livre traite aussi du « problème des loisirs », rares, du logement et de l'espace familial, établissant une véritable sociologie du logement. Ces sociologues de la condition ouvrière traitent, en ces temps de pénurie, des budgets et des pratiques de consommation, des « attitudes » et des besoins économiques. Les auteurs ont trois conclusions. La première concerne les besoins économiques et la condition ouvrière, au fond **les « attitudes » économiques** : le bon vieux « budget-type » mais aussi le minimum vital et l'éventail des revenus. La deuxième est consacrée au comportement alimentaire, très développé dans le livre (signe des temps mais grand modernisme...) : besoins et consommation, les produits consommés et les motivations, le vin, le tabac, le repas familial, les repas à l'extérieur, les repas de fête, etc. Enfin la troisième conclusion, que Chombart va répéter dans ses « séminaires » avant la lettre et dans des articles, est qu'il n'y a **pas de disparition de la classe ouvrière** ! Il fera en 1960 et 1964 encore deux conférences sur ce thème.

¹ P.H.Chombart de Lauwe, *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Éditions du CNRS, réédition, 1977, 256 p. La première édition était de 1956 mais elle est très difficile à retrouver aujourd'hui.

Combattre le malheur et la pauvreté : ce type de combat — lié « à la persistance de situations d'extrême précarité et d'injustices et à l'impuissance de la classe politique » — **est celui, ô combien, de l'abbé Pierre**. Le Secours catholique français et les Petits Frères des pauvres sont fondés en 1946, l'abbé Pierre lance Emmaüs en 1949, tous cherchant à dépasser les « dames d'œuvre » et leurs homologues « bourgeois » masculins.

Le « problème du logement »

Deux photos abbé Pierre. Dire « le problème du logement » est employer **une expression très courante** dans les années 50. Non seulement la question est très souvent évoquée dans ces années, mais elle est paradoxalement rendue plus visible par la proximité sociale, qui est la plupart du temps proximité spatiale. Les problèmes de logement sont dramatiques à la Libération et un **ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme** est créé, mais pendant longtemps grande est la difficulté pour les « jeunes ménages » à se loger et l'étroitesse du logement moyen est frappante. **Et il ne faut pas oublier le retard des logements ruraux**. En germe depuis l'entre-deux-guerres, dans le contexte d'un habitat traditionnel voire traditionaliste, patente depuis la Libération, la crise du logement, aggravée par la pauvreté de la population et le rationnement, ne fait l'objet de mesures volontaristes et sociales des pouvoirs publics qu'à partir **d'Eugène Claudius-Petit (1948) et du plan de Pierre Courant du 14 janvier 1953** ; c'est le « temps de l'espérance », comme titre pour sa troisième partie Roger-Henri Guerrand 1.

La crise du logement touche les plus défavorisés, dont les **travailleurs immigrés** et tout particulièrement les Algériens, mais aussi **les classes moyennes**. La Caisse des Dépôts ignore superbement le logement populaire pendant des années. En 1953, par le plan Courant, l'État se donne les moyens de développer un véritable **plan national de construction**, d'où la mise en œuvre d'une politique sociale du logement, qui va fortement marquer les manières d'habiter, la culture citadine, la société toute entière et l'opinion, jusqu'à la fin du siècle. Le réflexe est au moins patriotique : combler le retard sur l'Allemagne, quand même ; le désir est de marquer le paysage, le moyen est de faire flèche de tout bois, **la HLM**, héritière de la HBM (Habitation à bon marché) et instituée par la loi du 21 juillet 1950, bien sûr, mais aussi **le Logeco**, Logement économique et familial, aux normes inférieures à celles d'une HLM.

1 Roger-Henri Guerrand (1923-2006), *Le logement populaire en France. Sources documentaires et bibliographie (1800-1960)*, Centres d'études et de recherches architecturales, 1979, 236 p., réédition, École nationale supérieure des Beaux-Arts, 1983, 236 p. Pierre Courant : 1897-1965.

L'idée générale est que tous les Français ont vocation à devenir propriétaires, ce qui pour le MRP est une véritable idée phare. Mais à court terme il y a une véritable et dramatique crise du logement, mise en lumière par le **fameux appel de l'abbé Pierre** (1er février 1954), auquel il ajoute, retrouvant son langage de député :

« Le manque de logements en France constitue une catastrophe nationale ; il est impossible d'y remédier sans le concours de l'État, et il est également impossible à l'État d'y remédier, avec l'urgence nécessaire, sans le concours de la nation toute entière. »

Mais trois ans auparavant **Pierre Drouin** (1921-2010) avait violemment tiré la sonnette d'alarme du financement dans un article du *Monde* (2 mai 1951) :

« Pour guérir l'anémie pernicieuse des logements, le cancer du taudis, le délabrement de notre squelette immobilier, il ne manque pas de prescriptions législatives. Mais la construction bute toujours contre le mur du financement. [...] Sollicité par les dépenses d'armement, le budget ordinaire réduit ses avances ; les investissements privés se détournent des immeubles de rapport. Enfin, ceux qui voudraient construire pour leur compte répugnent à épargner de peur des dévaluations. Alors ? Il semble superflu de chercher dans les méthodes traditionnelles un moyen d'en sortir. Pour triompher d'une crise exceptionnelle, il faut des remèdes exceptionnels.

On ne peut pourtant continuer de tourner en rond, dans les limites de la fameuse orthodoxie financière. Nos grands argentiers ont un autre rôle à jouer que celui de comptables. [...] Pierre Drouin propose] la création d'une véritable inflation spécialisée, "dirigée". Conduite avec prudence, elle ne doit avoir aucune influence sur la stabilité de la monnaie. L'idée commence à faire son chemin. [sic... L'auteur loue longuement la solution de l'autoconstruction par les *castors* et termine] L'État ne pourrait-il pas lancer une sorte de service du travail volontaire ? (En le baptisant autrement si l'on a peur de fâcheuses résonances.) Et l'armée ? [...] »

Henri Grouès, abbé Pierre

Qui est l'abbé Pierre ? Né **Henry (-Antoine) Grouès** en 1912 à Lyon dans une famille de la grande bourgeoisie catholique, **mort en 2007** à Paris, le futur abbé Pierre 1 a d'abord été scout, il découvre Saint-François d'Assise et fait d'amples lectures religieuses. Son père est **Hospitalier-Veilleur**, c'est-à-dire qu'il s'occupe de vieillards indigents, la nuit en veillant les malades, le dimanche matin en les toiletant (sommairement), en les rasant et en les faisant déjeuner. **Scout**. Henry Grouès choisit d'être en 1931 capucin, la branche la plus austère des franciscains, il est **ordonné prêtre en 1938**. Pour des problèmes de santé, il quitte le couvent en 1939. Il entre dans la **Résistance** en 1942, dans la région de Grenoble, y rencontre l'année suivante Lucie Coutaz, qui sera jusqu'à sa mort (en 1982) sa fidèle secrétaire 2. Résistant traqué (il est

1 Livre essentiel : Axelle Brodriez-Dolino, *Emmaüs et l'abbé Pierre*, Presses de Sciences Po, 2008, 378 p. ; *Abbé Pierre. Images d'une vie. Textes réunis et présentés par Laurent Desmard*, Hoëbeke, 2006, 126 p. ; Laurent Desmard & Raymond Étienne, *L'abbé Pierre, fondateur et rebelle*, Desclée de Brouwer, 2012, 246 p. ; Martin Hirsch & Laurent Desmard, *L'abbé Pierre. « Mes amis, au secours ! »*, Gallimard-Découvertes, 2012, 127 p. Les archives d'Emmaüs sont aux Archives du Monde du Travail, à Roubaix.

2 Née en 1899, donc plus âgée que l'abbé Pierre, elle l'avait caché pendant la guerre. Elle publiera un petit livre, dans lequel la secrétaire et amie écrit toujours « le père » : Lucie Coutaz, *40 ans avec l'abbé Pierre*, Centurion, 1988, 167 p. ; l'abbé Pierre est enterré avec elle. Lucie Coutaz avait été guérie à Lourdes en 1921 d'une tuberculose osseuse. Elle avait exercé la profession de secrétaire dans des entreprises privées et à la CFTC.

arrêté et s'évade deux fois), Henry Grouès prend le pseudonyme d'*Abbé Pierre*. Il échappe à la mort une première fois lors d'une chute dans une crevasse de glacier en faisant passer des juifs en Suisse ¹ et il échappe à une nouvelle arrestation en 1943 grâce à une diphtérie ! **À la Libération**, Henry Grouès et Lucie Coutaz obtiennent tous les deux la Croix de guerre, l'abbé est nommé **aumônier général de la Marine** par le gouvernement provisoire (GPRF).

Avec l'assentiment de sa hiérarchie, Henry Grouès devient **député**, d'abord « candidat indépendant », apparenté et tête de liste MRP, puis au bout d'un an inscrit MRP, de Meurthe-et-Moselle, pendant la **législature 1945-1951**, sans guère d'assiduité en séance. Il préfère **intervenir auprès des ministres** pour un statut d'objecteur de conscience ou sur les questions financières ou encore sur la question des **dommages de guerre destinés à réparer des églises endommagées par des bombardements** ², **pas encore sur la question du logement**, dont se soucie pourtant quantité de contemporains, décideurs ou pas. Il **quitte violemment le 3 mai 1950 le MRP**, qui l'a déçu par sa modération sociale « bien-pensante » et pour sa politique en Indochine, pour adhérer à la **Gauche indépendante et socialiste, un petit parti d'extrême gauche**. Il interpelle d'ailleurs en juillet 1950, peu de temps après cette adhésion, le gouvernement Queuille en formation, de concert avec le communiste Jacques Duclos ! Il prend en location en 1948 (pour 50 000 francs par an !) une grande maison délabrée à **Neuilly-Plaisance** (banlieue sud-est de Paris) ³, qui devient à la fois sa résidence, un **lieu de réunion et même une auberge de jeunesse**, puis en 1949 il y fonde la **Communauté d'Emmaüs**. Emmaüs parce qu'on est dans la banlieue de Paris comme Emmaüs est dans celle de Jérusalem et parce que Neuilly-Plaisance est une auberge (de jeunesse).

Par ailleurs et l'année précédente, l'abbé Pierre est devenu vice-président du comité exécutif du **Mouvement universel pour une Confédération mondiale**, pacifiste et dans lequel on trouve Albert Einstein (1879-1955), Eleanor Roosevelt (1884-1962), active veuve de président, et Carlo Sforza (1872-1952), actif opposant au fascisme italien. Le mouvement, qui publie *Le Mouvement fédératif* puis *La Patrie mondiale*, a un président anglais et un trésorier américain. Ce mouvement, dont l'abbé Pierre va parler à Vincent Auriol le 22 juin 1948, est relayé par celui de Gary Davis (Gareth Davis, 1921-2013), favorable à une « citoyenneté du monde » et profondément pacifiste. Gary

¹ Il lui échappera une deuxième fois pendant un naufrage dans le Rio de la Plata en 1963.

² Exemple : les vitraux de l'église Sainte-Madeleine de Besançon avaient été soufflés par le bombardement du pont : ils sont remplacés grâce à une intervention de l'abbé Pierre (renseignement communiqué par Mme Damienne Bonnamy).

³ 38 avenue Paul-Doumer, adresse toujours actuelle. Ce passage d'après l'interview de l'abbé Pierre dans *Le MRP vous parle !*, 2e trimestre 1999, pp. 11-14 et le numéro du 2e trim. 2000, p. 25-26. Le prix, annuel, correspondrait à 1 750 de nos euros...

Davis, ancien pilote de l'US Air Force, s'était fait expulser des Nations unies en septembre 1948 pour y avoir déchiré son passeport et demandé la « citoyenneté mondiale ». Il rassemble 20 000 personnes au Vélodrome d'hiver le 9 décembre 1948 et se fait refouler par les communistes en avril 1949, lors du Congrès mondial de la Paix, à Paris. Les membres du mouvement, parmi lesquels on compte en France **Pierre Bergé** (1930-2017), rejettent leur passeport national et s'inscrivent pour un passeport « mondial ».

L'abbé Pierre, après la rencontre de Georges Legay, parricide, ancien bagnard gracié, suicidaire et « paumé », et l'accueil de familles, achète d'autres terrains à Neuilly puis à Pontault-Combault, mais la cessation de l'indemnité parlementaire (Grouès est battu aux élections législatives de 1951) force à **se tourner vers d'autres moyens de financement : ce sera sur le long terme la « biffe »**, rendue indispensable, mais aussi une participation, **quelque peu arrangée à l'avance 1, au premier « Quitte ou Double » le 29 mars 1952, à Chantilly, au cours de laquelle l'abbé gagne en onze questions sur l'actualité, faciles pour lui, la coquette somme de 256 000 francs, plus de 50 fois le loyer annuel de Neuilly-Plaisance !** L'abbé Pierre, dépenaillé, les chaussures toutes crottées et ainsi très photogénique est donc le premier concurrent du « Quitte ou double », interrogé par le talentueux Zappy Max 2. Malheureusement la totalité des archives sonores de *Radio Luxembourg* a été détruite lors du passage à RTL.

Le notaire de l'association est Maître de La Marnière, du Raincy 3, assistance indispensable car Emmaüs a monté **une société anonyme d'HLM**, a multiplié les constructions et essaimé des communautés en province, grâce aux retombées du « Quitte ou double » et aux premiers mécénats (le baron Empain, l'écrivain Gilbert Cesbron et Edmond de Rothschild). Un premier salarié, un jeune économiste de 28 ans, est engagé en 1953 pour suivre les dossiers, **Lucie Coutaz assume les rôles de secrétaire et de surveillante des cordons de la bourse**. Au contraire la « biffe » correspond bien au tempérament de nombre de compagnons, prompt à en découdre avec les concurrents ou entre eux, voire avec l'abbé lui-même, pour lequel **la canne** n'a jamais servi à marcher : elle est destinée à se protéger de la violence des compagnons, plus tard, une fois ceux-ci assagis, il la gardera à titre de symbole ! Fin 1953-début 1954, il y a 185 compagnons, dans huit communautés. **Emmaüs est totalement atypique**, dans son recrutement, dans son positionnement para-religieux, dans son « organisation », dans ses constructions, dans sa fidélité au droit humain contre la loi officielle, une certitude sans doute héritée de la Résistance.

1 Semi-aveu écrit de Louis Merlin dans ses mémoires, tome II, *C'était formidable !*, Julliard, 1966, 481 p., pp. 255-259.

2 Pseudonyme de Max Doucet.

3 L'étude est située avenue de la Résistance (ex-Maréchal Pétain)... Aujourd'hui médiathèque de la ville.

Année 54

L'année 1954 est l'année de l'appel, ou plus exactement des deux appels de l'abbé Pierre. L'ancien résistant, l'ancien député MRP, **publie d'abord dans la presse (6 janvier 1954, en plein hiver précoce et très rigoureux) une lettre dénonçant l'inertie des pouvoirs publics** et invitant le ministre de la Reconstruction à assister aux **obsèques d'un bébé mort de froid à la Cité des Coquelicots**, nichée au pied d'un gazomètre de Neuilly-Plaisance. **Le ministre, Maurice Lemaire** ¹, vient, attitude courageuse, et il suit à pied, grande silhouette et calvitie passant difficilement inaperçues, le corbillard. **L'abbé lance (sur Radio-Luxembourg) le 1er février son deuxième et célèbre appel, radiophonique, pour préserver les sans-logis de la vague de froid** (ex. : - 15 ° à Paris, - 30° en Alsace, le port de Dunkerque est bloqué par la « banquise », Perpignan par un mètre de neige).

« Mes amis, au secours ! Une femme vient de mourir, gelée, cette nuit à trois heures, sur le trottoir du boulevard Sébastopol, serrant sur elle le papier au moyen duquel, avant-hier, on l'avait expulsée. Chaque nuit ils sont plus de deux mille, recroquevillés sous le gel, dans la rue, sans toit, sans pain, plus d'un presque nu [...] » ².

Il déclenche un **formidable élan de générosité et de solidarité**, seuls détonnent dans la classe politique le PCF et le ministre de l'Intérieur, Léon Martinaud-Déplat (1899-1969), hostile à tout désordre, et qui est « prompt à voir dans l'abbé Pierre un dangereux agitateur » ³. C'est « l'insurrection de la bonté » : l'acteur Michel Simon donne un million de francs (22 000 euros !), Charles Trenet 1,75 million, **Charlie Chaplin** deux millions, remboursant la « dette de Charlot à l'égard de son public », dit-il le 14 octobre 1954. Sont enregistrés d'autres dons de gens célèbres : de Gaulle, Vincent Auriol, Yves Montand, etc. La propriétaire de l'hôtel Rochester, rue La Boétie, met à la disposition du « père » des chambres vides, des comités se forment, une **grande tente** est dressée non loin du Panthéon, la Ville de Paris ouvre la gare d'Orsay désaffectée pour stocker les dons. Mais des centaines de milliers de gens modestes apportent leur obole à l'hôtel Rochester ou sur le compte chèque postal de « Pierre Grouès ».

¹ Maurice Lemaire (1895-1979) est l'infatigable et pittoresque ministre (RPF) des chantiers de reconstruction, menant à un train d'enfer le ministère et les entrepreneurs. Il est surnommé par les caricaturistes *Bigoudi* à cause de sa calvitie, totale, qu'il évoque lui-même avec autodérision dans les discours, en parlant de « grève des poils du cuir chevelu » ! Gino Tognolli, *Les Trente Glorieuses en Lorraine. 1945-1975*, Éditions Place Stanislas, 2010, 84 p., *passim*.

² Le brouillon, manuscrit, du texte est reproduit (photo) dans le livre de Lucie Coutaz, *40 ans avec l'abbé Pierre, op. cit.* Le texte est souvent cité, incomplètement, les coupures concernant presque toujours l'expulsion de la victime. C'est ainsi que font *Le Monde* (2 février) et *Paris Match* (numéro n° 254). Jacques Brel fera une toute petite parodie dans sa chanson *Orly*.

³ Étienne Fouilloux, « Hiver 54 », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juillet-septembre 1990, pp. 107-108.

L'enthousiasme de certaines donatrices provoque des entorses passagères, et cachées par l'association, au vœu de chasteté, entorses que l'abbé reconnaîtra clairement sur le tard, en 2005.

Les appels de l'abbé Pierre sont entendus aussi **en province**. À Lyon, sa ville natale, ils sont entendus dans un milieu catholique habitué depuis longtemps à la charité (cf. son père) et ayant organisé plus récemment le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri (autour de Gabriel Rosset, 1904-1974, professeur de lettres en lycée) d'abord pour les indigents, les vieillards et les malades. La réception de l'appel de l'abbé Pierre pousse le Foyer à annexer les familles, donc le logement, à cette liste. Dans beaucoup de villes, dont Lyon, sont créés des Comités abbé Pierre de secours d'urgence, dits aussi, comme à Lyon, Comités de dépannage abbé Pierre.

Une « forêt de signes »

L'abbé Pierre est « une forêt de signes » (Roland Barthes), n'est-il pas un alibi pour la société (autre idée de R.Barthes dans *Mythologies*) ? Il incarne la Résistance, la bonté désintéressée, le christianisme dans une France où la religion populaire n'est pas encore vraiment amoindrie, la pauvreté, la nudité dans l'appel du 1er février et la souffrance quasi christiques : extrêmement médiatisé, l'abbé est une silhouette en soutane élimée et pèlerine crasseuse « authentiques », **jamais ridicules et désarmant tout anticléricalisme**. Il est **malade tout au long de sa vie** : 22 mois d'hôpital, six opérations entre 1954 et 1958, la maladie de Parkinson à la fin de son existence. Il est **remarquablement rassembleur**, ce que les images de foules donatrices montrent bien ; comme l'écrit Henri Tincq ¹ « L'abbé Pierre fut l'une de ces rares figures qui rassemblent, qu'on ne discute pas ou peu, font silence autour d'elles... », et encore « de 1954 à 2007, l'abbé Pierre aura incarné en France **une sorte de mauvaise conscience collective**, liée à la persistance de situations d'extrême précarité et d'injustices et à l'impuissance de la classe politique. » Lorsqu'il revient en 1984 sur le devant de la scène publique, la mémoire collective se rappelle d'emblée le personnage ². La célébrité de l'abbé Pierre est **transgénérationnelle**, immédiatement, dès les années 50 : nul doute que l'écolier fasse la concordance entre lui et certains personnages de son livre d'histoire, Vincent de Paul par exemple.

¹ Henri Tincq, « L'abbé Pierre à la hauteur du mythe », *Le Monde*, 24 janvier 2007.

² Il soutient alors Coluche, qui lui donne 1,5 million de francs, trois mois avant sa mort. Ce sera plus tard, en 1996, que l'abbé sortira, momentanément, de son personnage, par son soutien *mordicus* à Roger Garaudy, jusque dans les thèses négationnistes.

Toutefois, pour nos années 50, il faut noter que les **nombreuses hospitalisations** de l'abbé l'écartent de l'actualité après 1954, souligner les **rappports ambigus avec l'Église**, qui impose comme nouvel animateur d'Emmaüs le père franciscain Jacques (Jean Vreck) et une **tutelle judiciaire sur l'abbé Pierre** à la fin des années 50.

L'abbé Pierre, christique, ascétique, populaire et moderne, sans la moindre démagogie, a **des émules, maintenant bien oubliés**. Ainsi **Marcel Barbu** (1907-1984), qui émerge parfois de quelques mémoires comme candidat dit « fantaisiste » à la présidentielle de 1965 (1), après avoir fondé pendant la guerre à Valence une communauté de travail fabriquant des boîtiers de montres et dont les ouvriers sont les propriétaires coopératifs, fait de la résistance et avoir été déporté. Barbu est député de la Drôme pendant trois mois de 1946, s'occupe de mal-logés à partir de 1954, construisant quelques pavillons. Fervent catholique, père de 17 enfants, utopiste et créateur infatigable, il fait en 1958 une grève de la faim pour obtenir un terrain pour loger 25 familles, à Sannois (banlieue parisienne nord) 2.

Grands ensembles et chanoine Kir

Le « problème du logement », mal traité par l'État, provoque la naissance des « grands ensembles », expression qui n'a rien d'officiel 3, ni de sens très précis et d'ailleurs le mot n'apparaît qu'en 1958 (4). Les « grands ensembles » sont l'héritage lointain de l'utopie du Familistère de Guise, de Jean-Baptiste Godin (1817-1888), et de l'hygiénisme du XIXe et du XXe siècle ; ils sont la conséquence de la loi Loucheur de 1928, des guerres mondiales et du désir social de modernisation de l'habitat. Avec le **Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme** (16 novembre 1944, Raoul Dautry 5,

1 Dans la dernière intervention télévisée de sa campagne il pastiche l'appel de l'abbé Pierre, ce qui passe complètement inaperçu des « observateurs » et des historiens.

2 Notice dans Geneviève Poujol dir., *Dictionnaire biographique des militants XIXe-XXe siècles de l'éducation populaire à l'animation culturelle*, L'Harmattan, 1996, 411 p., pp. 28-29, *Paris Match* du 4 janvier 1958 pour la grève de la faim.

3 Cf. Thibaut Tellier, *Le temps des HLM 1945-1975. La saga urbaine des Trente Glorieuses*, Autrement, 2007, 219 p., Michèle Hugué, *Les femmes dans les grands ensembles. De la représentation à la mise en scène*, CNRS, 1971, 295 p., Annie Fourcaut et Thibaut Tellier, « La sarcellite ou pourquoi les femmes s'ennuient dans les grands ensembles », dans Collectif, *L'ennui. Histoire d'un état d'âme (XIXe-XXe siècle)*, Publications de la Sorbonne, 2012, 317 p., pp. 275-288. Et bien sûr la thèse de Jean Bastié, *La Croissance de la banlieue parisienne*, PUF, 1964, 624 p.

4 Michèle Hugué, *Les femmes dans les grands ensembles*, op. cit., p. 34.

5 Précisions sur Raoul Dautry (d'après Rémi Baudouï, *Raoul Dautry, 1880-1951. Le technocrate de la République*, Balland, 1992, 397 p. & Rémi Baudouï, « Raoul Dautry. La conscience du social », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 1987, pp. 45-58) : disciple de Lyautey, Polytechnicien, il eut un rôle ferroviaire d'abord (Chemin de Fer de l'État puis SNCF), développant une sévérité extrême, bien connue de ses subordonnés, mais il avait une « conscience du social » (?). Ses tournées « sur le tas » sont célèbres et redoutées à cause de leur sévérité et des colères de Dautry. Pendant la guerre il fait retraite à Lourmarin (Luberon), il se rallie à de Gaulle à la Libération ; il est apprécié de la classe politique de la IVe République car « technicien » et farouche anticommuniste. Il est enterré à Lourmarin, non loin d'Albert Camus. *Idem* et d'après Vladimir Halpérin, *Raoul*

Eugène Claudius-Petit, issu de la Résistance), l'État décide de mettre en place une **politique de construction à grande échelle**, privilégiant pour des raisons financières l'habitat collectif et la reproduction de « modules » architecturaux. D'autres pouvoirs publics emboîtent le pas à l'État.

Le **truculent chanoine Félix Kir** (1876-1968) ¹, maire de Dijon de la Libération à sa mort, lance en 1953 la construction d'un nouveau quartier, celui des Grésilles, avec trois grands ensembles de logements, dont l'un est surnommé « Billardon »², en mémoire du président de l'Office des HLM dijonnais, Jean Billardon. En 1957 le commissaire à l'urbanisation pour la région parisienne, **Pierre Sudreau** (1919-2012), met en place une commission d'études sur les problèmes posés par la vie dans les grands ensembles : « Vie dans les grands ensembles d'habitation ». En janvier 1960 se tient au siège de l'Unesco, inauguré deux ans auparavant ³, un colloque sur ces difficultés. L'oisiveté, l'ennui, l'abandon et la solitude des femmes dans les grands ensembles sont souvent soulignés par les sociologues, avec un léger décalage chronologique : le terme de « sarcellite » apparaîtra en 1963 dans les colonnes de *France-Soir*. La « grisaille » de la vie dans les grands ensembles est montrée par certaines émissions de TV, comme le numéro de *Cinq Colonnes à la Une* du 2 décembre 1960, sous la direction de Pierre Tchernia.

« Poches de pauvreté » des Trente Glorieuses

À la fin des années quarante et dans les années cinquante, malgré l'absence de chômage, il y a des « **poches de misère** »⁴. Les véritables *gens de rien*⁵, ce sont les immigrés, mal payés, discriminés en matière de logement social et qui affluent dans les **bidonvilles** (les deux plus grands de la région parisienne sont ceux de Nanterre et de Champigny, qui appartiennent à deux « phases » différentes) puis les « **cités de**

Dautry. Du rail à l'atome. L'aventure sociale et technologique de la France dans la première moitié du XXe siècle, Fayard, 1997, 304 p. L'auteur, ancien élève des cours de Dautry à Lyon pendant la guerre, insiste dans cet ouvrage assez hagiographique, sous couvert d'« humanisme », sur le paternalisme de Dautry. Il confirme pour les tournées « sur le tas » et souligne que Dautry a défendu Frédéric Joliot-Curie.

¹ Louis Muron, *Le chanoine Kir*, Presses de la Renaissance, 2004, 237 p. ; Gilles Richard, « Le centre départemental des Républicains indépendants de Côte-d'Or sous la IVe République : un modèle pour le CNIP ? », dans *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique. 1750-2009*, Presses universitaires de Rennes, 2014, 426 p., pp. 281-290 ; J.-O. Boudon, *Religion et politique en France depuis 1789*, Armand Colin, coll. « Coursus », 2007, 256 p., p. 183.

² S. Taboury & K. Gougerot, *Billardon, histoire d'un grand ensemble*, Creaphis, 2004, 489 p.

³ Inauguration soulignée par l'émission de deux timbres-poste (la création de l'Unesco n'avait provoqué qu'un seul timbre, en 1946).

⁴ André Gueslin, *Les gens de rien. Une histoire de la grande pauvreté dans la France du XXe siècle*, Fayard, 2004, 457 p., réédition, Pluriel, 2013, 469 p., p. 133. L'ouvrage me sert dans tout ce paragraphe.

⁵ Premier titre d'André Gueslin.

transit », créées à la fin des années 50, comme celle des Marguerites à Nanterre ¹. Ce sont aussi les « **nomades** », que l'on n'appellera « gens du voyage » que plus tard, les pauvres de la ruralité, au rebours des paradigmes évolutionnistes et modernisateurs des Trente Glorieuses mais bien réels, bergers de Beauce vivant en roulotte, bergers sans terre des Basses-Pyrénées (Pyrénées atlantiques), exploitants pauvres de la montagne pyrénéenne, salariés agricoles non qualifiés des grandes plaines céréalières par exemple ².

Cet « **envers du territoire** », propice aux « cas sociaux » et à l'alcoolisme, est générateur de retard scolaire, de célibat masculin, de difficultés financières dans le cadre des Trente Glorieuses et de l'État-Providence. Les conséquences de la pauvreté, ce sont les difficultés de logement et il semble que la moitié de la population française occupe en 1945 un logement insalubre, un « taudis », d'autres pauvres vivent en hôtel meublé. La pauvreté a ses **comportements sociaux et familiaux** qui rappellent souvent les pauvres du XIXe siècle : isolement social, concubinage, ruptures familiales, rapports difficiles avec les « entrepreneurs de morale » (Howard S. Becker ³) et notamment les assistantes sociales, dont le nombre est augmenté, délinquance, manque voire refus de l'hygiène, etc.

Le mal-logement a ses maux : saturnisme à cause des vieilles peintures et des canalisations anciennes, tuberculose, pellagre, etc. La pauvreté induit des conditions d'enfance particulières : entraves à une scolarisation normale, discriminations, difficultés et retards scolaires, etc. Les pouvoirs publics instituent les HLM, les ZUP (**Zones à urbaniser en priorité**, 1957) qui permettent de viabiliser des terrains à bon marché et d'installer, dans les premières années, des pauvres pourvus de travail à la périphérie des villes. Pendant un délai de cinq ans la commune concernée a un droit de préemption sur tout terrain mis en vente dans les limites de la ZUP. Ainsi trouve-t-on des terrains pour de grandes opérations d'urbanisme, comme Le Mirail à Toulouse.

Le **Secours catholique** de Mgr Jean Rodhain (1900-1977) glisse du secours aux anciens prisonniers de guerre et de la collecte de vêtements et de vivres pour les malades des sanatoriums (première « campagne de solidarité » démarrant en mars 1947) à l'aide aux pauvres : campagne du logement en 1952, souscription de 1953 en vue de la construction d'une cité de secours à Paris (elle est ouverte fin 1954), ouverture

¹ Sur l'histoire des bidonvilles français le maître livre est celui de Marie-Claude Blanc-Chaléard, *En finir avec les bidonvilles. Immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses*, Publications de la Sorbonne, 2016, 464 p.

² Pierre Maclouf dir., *La Pauvreté dans le monde rural*, Colloque de Toulouse, L'Harmattan, 1986, 329 p.

³ Howard S. Becker, *Le travail sociologique : méthode et substance*, trad. fr., Fribourg, 2006, 452 p.

de cités à Montreuil (1954 également), à Lourdes (1956), à Marseille (1957), jeu national permettant le départ en vacances d'enfants pauvres (les « Vingt francs du soleil », 1957), pédagogie par le périodique *Messages* et la Journée (annuelle) du Secours catholique. **ATD-Quart Monde est fondé en 1957** par le père Joseph Wresinski (1917-1988), lui-même issu d'une famille très pauvre : camp de Noisy-le-Grand, orientation vers la défense des droits de l'homme... **En 1956 est institué le « minimum-vieillesse »**, qui prend le relai de l'« allocation aux vieux travailleurs » créée en 1942.

Dans les années 50, il y a « **des poches de pauvreté dans la prospérité** » **1**, qu'il faut combattre.

« En 1952, l'assistance pèse pour plus de la moitié dans les dépenses départementales, d'où la réforme de 1953 qui la simplifie et la rationalise, mais ne la supprime pas. De fait, les fameuses "Trente Glorieuses" sont loin de l'être pour tous : personnes âgées, travailleurs immigrés, "quart-monde" **2** pauvre de génération en génération, handicapés physique et mentaux, connaissent en particulier des conditions de vie, sociales comme sanitaires, toujours difficiles voire dramatiques. [...] Cette réforme de 1953 dessaisit les municipalités de l'essentiel de leur rôle, au profit des départements d'une part et des nouveaux bureaux d'aide sociale d'autre part. »

Le Secours national vichyste est dissout à la Libération mais il laisse place à l'entraide française après épuration des salariés trop compromis sous l'Occupation, une centaine à Lyon. **L'entraide française existera jusqu'en 1949**. Le minimum vieillesse est petit à petit étendu et augmenté, en 1956 il concerne déjà, par héritage de l'allocation vichyste, l'énorme pourcentage de 90 % des plus de 65 ans. Toute personne âgée de plus de 65 ans et de ressources qu'il faudra faire juger insuffisantes **3** peut demander une aide à domicile ou un « placement ». La **Journée des Vieillards** est lancée en 1951, les Petits Frères des Pauvres s'occupent des « vieux », pour lesquels la fameuse « vignette » automobile est instituée en 1956. La réforme de 1953 transforme la traditionaliste « assistance » en une « aide sociale » et les nouveaux bureaux, contrôlés par l'État et non plus par les mairies, s'intitulent « bureaux de bienfaisance et d'aide sociale ». **L'aide médicale gratuite (AMG)**, créée en 1893, est conservée. L'hygiène sociale, collective, est dynamisée par la lutte nationale contre la tuberculose, les visites médicales systématiques pour les enfants en bas âge, puis les enfants scolarisés, pour les salariés, les distributions de lait dans les écoles. La **lutte contre la tuberculose**, maladie qui touche beaucoup le monde étudiant **4**, grande cause nationale de fait sinon d'appellation, est symptomatique de la morbidité des années 50 : vaccination BCG (Bacille billié de Calmette et Guérin) systématique, journée nationale d'action, avec vente du « timbre antituberculeux », vendu *pour la tuberculose* par les enfants des

1 Axelle Brodriez-Dolino, *Combattre la pauvreté. Vulnérabilités sociales et sanitaires de 1880 à nos jours*, CNRS, 2013, 328 p., titre de la troisième partie, que je suis ici.

2 Expression forgée dans l'entourage du père Joseph Wresinski.

3 En 1954 le plafond est de 50 400 F annuels.

4 Cf. D.Fischer, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Flammarion, 2000, 611 p., pp. 40-44.

écoles. Dans les années 50 les **sanatoriums** construits avant-guerre, à Berck, Hauteville (Ain), Bligny (Essonne), Saint-Hilaire-du-Touvet (Isère), Durtol (Puy-de-Dôme) et au Plateau d'Assy (Haute-Savoie) s'ouvrent à d'autres maladies, pulmonaires ou autres, à cause de l'heureux recul de la tuberculose provoqué par l'emploi des antibiotiques. La persistance de la pauvreté justifie le **maintien des formes anciennes de crédit populaire**, essentiellement le « clou », « ma tante », dit maintenant officiellement le Crédit municipal, éventuellement soutenu par le ministère des Finances et le gouvernement contre l'avis du conseil municipal de la ville concernée, comme à Rouen, cas emblématique magistralement étudié par Yannick Marec ¹.

Le Secours populaire

Le Secours populaire, né dans la « nébuleuse » communiste, installé dans le « conglomérat » qui gravite autour du PCF, au moins jusqu'en 1955 (2), date à laquelle **Julien Lauprêtre** prend la tête de l'association (avril 1955), après être entré au Secours populaire en pleine campagne de l'abbé Pierre, lutte aussi, et massivement, contre la pauvreté.

Lauprêtre 3, né en 1926 à Paris dans une famille modeste, avait été cheminot, ouvrier miroitier et résistant ; secrétaire parlementaire du député communiste Raymond Guyot (1903-1986) de 1951 à 1954. Il devient secrétaire administratif du Secours populaire en février 1954 et succède l'année suivante à Pierre Éloire, victime d'une grave maladie. Le Secours populaire des années 50 avait pour ancêtre le Secours rouge (1923), lié au PCF, devenu le Secours populaire de France et des Colonies, fondé en 1934-1936. Il est refondé pendant la Résistance, puis explicitement placé en 1945 sous la houlette du PCF et l'appellation officielle de **Secours populaire de France (SPF)**. La dépendance est renforcée en 1947, avec l'éviction des ministres communistes et l'éclatement de la Guerre froide, Charles Désirat remplaçant Pierre Kaldor.

Le SPF joue un rôle dans le combat anticolonialiste, pour ce qui concerne les trois territoires de l'Afrique du Nord, Madagascar, l'Afrique noire, l'Indochine et l'affaire Henri Martin. Dans le cadre de la Guerre froide, il apporte un soutien matériel aux

¹ Yannick Marec, *Le Clou rouennais des origines à nos jours. 1778-1982. Du Mont de Piété au Crédit Municipal. Contribution à l'histoire de la pauvreté en province*, Rouen, 1983, 232 p.

² Ses archives, conservées au Centre des archives du monde du travail (Roubaix), ont été copieusement utilisées, pour sa thèse, par Axelle Brodiez. Elle l'a résumée en *Le Secours populaire français. 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Presses de Sciences Po, 2006, 365 p. Voir aussi Axelle Brodiez, « Le SPF dans la guerre d'Algérie. Mobilisation communiste et tournant identitaire d'une organisation de masse », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp. 47-60.

³ Cf. Paul Dunez, *Julien Lauprêtre. Sa vie, son œuvre au Secours populaire*, L'Harmattan, 2009, 219 p., préface de Patrick Poivre d'Arvor, qui emploie l'expression d' « Abbé Pierre laïc ». Lauprêtre est mort en avril 2019.

grévistés, **participe aux campagnes communistes « pour la paix »**, diffuse la culture communiste, et il doit recruter pour le PCF et aussi vendre *L'Humanité*. **La guerre d'Algérie l'entraîne vers l'apolitisme et l'humanitaire**. Il s'agit d'abord de défense des droits de l'homme, de dénonciation de la torture et des camps, de soutien aux soldats réfractaires et de solidarité envers les victimes des manifestations. Puis, grâce à Julien Lauprêtre, « communiste d'ouverture », il y a **systematisation de la solidarité aux sinistrés**. C'est le cas lors du tremblement de terre d'Orléansville (Chlef), en Algérie, le 9 septembre 1954, et lors de la rupture du barrage de Malpasset (Var) sur la ville de Fréjus, le 2 décembre 1959. Cette œuvre de secours national a pour contexte un fort souci de la grande pauvreté, au profit des personnes âgées et des immigrés, notamment dans les bidonvilles. Le SPF organise aussi des colonies de vacances, il développe des implantations locales et le nombre d'adhérents augmente, surtout à partir de 1957 : en 1960 ils sont près de 50 000.

D'autres figures d'ecclésiastiques

Forme très différente et appelée à un grand avenir sur mer, l'action d'aumônerie du **père jésuite Michel Jaouen** (1920-2016). Ordonné prêtre en 1951 il crée son association, l'Aumônerie des jeunes délinquants, qui deviendra bientôt les Amis du Jeudi-Dimanche. Ces jeunes délinquants — on ne peut dire ses « ouailles », car il est très discret sur la religion d'après les divers témoignages — il les emmène au bord de la mer. En 1954 Jaouen devient aumônier des mineurs à la prison de Fresnes, dans la banlieue parisienne, un milieu carcéral criminogène qui le révolte, d'où la force de son désir de réinsérer les jeunes.

Trois membres de l'Église, deux prêtres et une religieuse, se situent volontairement aux marges de la modernité religieuse, voire de l'Église, de deux façons différentes. Le **Père Duval, Aimé Duval** (1918-1984), prêtre issu du milieu rural des Vosges, jésuite, est un prêtre-guitariste-chanteur des années 50, gentiment moqué par Brassens dans *Les trompettes de la renommée*. Il se donne entièrement à la chanson à partir de 1953, multiplie les tournées et sombre dans l'alcoolisme, ce qui est, en laissant l'ironie à Brassens, aller nettement plus loin que les Petits Chanteurs à la Croix de Bois, fondés dans l'entre-deux-guerres par l'abbé Fernand Maillet (1896-1963), devenu évêque en 1951 (1).

1 J. Rolland, *Monseigneur Maillet et les Petits Chanteurs à la Croix de Bois*, Cerf, 2001, 150 p.

Auxiliary des Âmes du Purgatoire, **Françoise Vandermeersch** (1917-1997) ¹ est d'abord, en 1951, chargée dans sa maison mère d'un bulletin interne, *Échanges*, vite ouvert sur les problèmes de société : « Vocation de la femme » pour l'Assomption 1952, « Femmes en usine » pour Pâques 1953, « L'homme et l'argent » pour Noël 1954, « Promotion de la femme », pour l'Assomption 1955, « Jeunesse délinquante » pour Noël 1956, « Sortants de prison » pour Pâques 1959, « Aspects de l'Islam », à la Pentecôte 1959, « L'esclavage de la femme » (Toussaint 1959) et « Classes sociales, paix sociale » (Noël 1959). Cette religieuse fait partie de plusieurs centres de réflexion et préfigure le concile Vatican II, ainsi que les évolutions de la société dans les années 60 par sa contestation de l'institution ecclésiale et sa lutte pour l'émancipation des femmes.

Enfin le **père Jules Monchanin** (1895-1957) initie en Inde, où il était arrivé en 1939, pourtant donc à un moment de déclin du foyer missionnaire lyonnais, un nouveau type de mission chrétienne dans l'âshram du *Saccidânanda*, où il meurt ². Il adopte la couleur orange des ermites indiens et mène, avec Henri Le Saux, une vie de contemplation et d'étude, combinant le principe (*sat*), le « logos » (*si*), la béatitude d'amour et de beauté (*ânanda*). Cette vie est explicitée dans un livre écrit à deux voix, celle des deux « ermites » ³, tandis qu'un autre ouvrage, publié après la mort de Monchanin, est beaucoup plus général et théologique, l'essentiel étant consacré à la « spiritualité missionnaire chrétienne » ⁴.

1 S.Rousseau, *Françoise Vandermeersch : l'émancipation d'une religieuse*, Karthala, 2012, 280 p. et notice dans A.Cova & B.Dumons dir., *Destins de femmes. Religion, culture et société en France. XIXe-XXe siècles*, Letouzey et Ané, 2010, 466 p., pp. 429-430.

2 J.-M.Julia, *L'Œuvre missionnaire de Jules Monchanin en Inde, 1938-1957*, thèse, Lyon-III, 1983 ; H. de Lubac, *Images de l'Abbé Monchanin*, Aubier, 1967, 156 p. ; Françoise Jacquin, *Jules Monchanin prêtre. 1895-1957*, Cerf, 1996, 329 p. ; Françoise Jacquin, *L'abbé Monchanin. À l'écoute d'un prophète contemporain*, Collège des Bernardins, 2012, 136 p. ; Y.ESSERT, *L'aventure missionnaire lyonnaise. 1815-1962. De Pauline Jaricot à Jules Monchanin*, Cerf, 2001, 427 p.

3 H.Le Saux & J.Monchanin, *Ermite du saccidânanda*, Casterman, 1956, 207 p.

4 J.Monchanin, *Théologie et spiritualité missionnaires*, Beauchesne, 1985, 214 p.

Conclusion

Des personnages et des actions très différents. Le personnage qui ressemble le plus à l'abbé Pierre est au fond le père Jaouen, décédé il y a trois ans. Des actions et des figures très dissemblables, donc, mais une durée égale à celle d'Emmaüs, d'une certaine façon. On pourrait comparer avec les Restos du Cœur, dont la durée est moindre puisque Coluche fut salué, reconnu, par l'abbé Pierre, et que les Compagnons d'Emmaüs durent encore.

Bibliographie (outre les ouvrages cités en note)

Livre essentiel : Axelle Brodriez-Dolino, *Emmaüs et l'abbé Pierre*, Presses de Sciences Po, 2008, 378 p. ; *Abbé Pierre. Images d'une vie. Textes réunis et présentés par Laurent Desmard*, Hoëbeke, 2006, 126 p. ; Laurent Desmard & Raymond Étienne, *L'abbé Pierre, fondateur et rebelle*, Desclée de Brouwer, 2012, 246 p. ; Martin Hirsch & Laurent Desmard, *L'abbé Pierre. « Mes amis, au secours ! »*, Gallimard-Découvertes, 2012, 127 p. Les archives d'Emmaüs sont aux Archives du Monde du Travail, à Roubaix.

Thibaut Tellier, *Le temps des HLM 1945-1975. La saga urbaine des Trente Glorieuses*, Autrement, 2007, 219 p., Michèle Huguet, *Les femmes dans les grands ensembles. De la représentation à la mise en scène*, CNRS, 1971, 295 p., Annie Fourcaut et Thibault Tellier, « La *sarcellite* ou pourquoi les femmes s'ennuient dans les grands ensembles », dans Collectif, *L'ennui. Histoire d'un état d'âme (XIXe-XXe siècle)*, Publications de la Sorbonne, 2012, 317 p., pp. 275-288. Et bien sûr la thèse de Jean Bastié, *La Croissance de la banlieue parisienne*, PUF, 1964, 624 p.

Axelle Brodriez, *Le Secours populaire français. 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Presses de Sciences Po, 2006, 365 p. ; Axelle Brodriez, « Le SPF dans la guerre d'Algérie. Mobilisation communiste et tournant identitaire d'une organisation de masse », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp. 47-60 ; Paul Dunez, *Julien Lauprêtre. Sa vie, son œuvre au Secours populaire*, L'Harmattan, 2009, 219 p., préface de Patrick Poivre d'Arvor, qui emploie l'expression d' « Abbé Pierre laïc »

Lucie Coutaz, *40 ans avec l'abbé Pierre*, Centurion, 1988, 167 p. ; l'interview de l'abbé Pierre dans *Le MRP vous parle !*, 2e trimestre 1999, pp. 11-14 et le numéro du 2e trim. 2000, p. 25-26 (lettre de démission) ; *Paris Match* (numéro n° 254) ; Étienne Fouilloux, « Hiver 54 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 1990, pp. 107-108 ; Henri Tincq, « L'abbé Pierre à la hauteur du mythe », *Le Monde*, 24 janvier 2007 ; *Paris Match* du 4 janvier 1958 ; Geneviève Poujol dir., *Dictionnaire biographique des militants XIXe-XXe siècles de l'éducation populaire à l'animation culturelle*, L'Harmattan, 1996, 411 p., pp. 28-29 ; Louis Muron, *Le chanoine Kir*, Presses de la Renaissance, 2004, 237 p. ; Gilles Richard, « Le centre départemental des Républicains indépendants de Côte-d'Or sous la IVe République : un modèle pour le CNIP ? », dans *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique. 1750-2009*, Presses universitaires de Rennes, 2014, 426 p., pp. 281-290 ; J.-O. Boudon, *Religion et politique en France depuis 1789*, Armand Colin, coll. « Coursus », 2007, 256 p., p. 183.